

La politique étrangère iranienne sous Hassan Rohani

« L'appui des USA à une solution diplomatique pour la Syrie déplaît aux Saoudiens, aux Israéliens et aux Turcs. Ils perçoivent que cette position est plus proche de celle de la Russie et de l'Iran », pense cet ancien diplomate iranien.

ENTRETIEN avec *Davoud Hermidas Bavand* par *Catalina Gómez*

Davoud Hermidas Bavand (Téhéran, 1934) se souvient encore du moment où il a renoncé à son poste au ministère des Affaires étrangères trois ans après la révolution islamique. Il n'oublie pas non plus qu'à peine deux heures s'écoulèrent avant de recevoir sur son bureau la lettre acceptant sa démission. Des années plus tard, Ali Akbar Velayati, pour lors ministre des Affaires étrangères du président Hashémi Rafsanjani, lui demandait de revenir. Mais il refusa. Sa carrière en tant que diplomate était terminée. Loin derrière restait l'époque où il fut destiné aux Nations unies. C'est depuis New York qu'il a assisté au triomphe de la révolution qui a renversé le Shah Reza Pahlavi. De retour en Iran, en 1979, il est entré au ministère des Affaires étrangères, en tant que responsable de la coopération entre l'Iran et l'Irak. C'était une autre époque. Depuis lors il s'est consacré à la recherche et l'enseignement, activité qui n'a été interrompue que pendant les dernières années d'Ahmadinejad, lorsqu'il fut banni de l'université, comme beaucoup d'autres professeurs indépendants. Avec l'arrivée au gouvernement de Hassan Rohani, il est de retour à l'université, où il a fait autorité pour un grand nombre de diplomates et d'hommes politiques iraniens. Nombre d'entre eux font partie de l'équipe du nouveau gouvernement qui a négocié l'accord préliminaire entre l'Iran et le groupe 5+1 concernant le programme nucléaire de la République islamique. Cet entretien a eu lieu plusieurs jours avant la reprise des conversations de Genève qui ont

abouti à l'accord du 24 novembre. Pour lors, Bavand se montrait optimiste et prévoyait les conséquences de cet accord au niveau régional et interne. Il pense, finalement, que les grands perdants seront les radicaux locaux. Au-delà de sa carrière académique, il est aussi le porte-parole du Front national iranien, parti formé par le premier ministre déposé, Mohammad Mossadegh, et d'autres hommes politiques séculiers à la fin des années quarante. Car dans un pays où la cravate est considérée comme un symbole de l'empire, Bavand n'a jamais cessé de la porter. Et lorsque l'on lui demande pourquoi il n'a jamais eu de problèmes avec la justice, comme certains de ses collègues, il répond, presque embarrassé, qu'il ne sait pas. Il croit que c'est en raison de son indépendance et de son pragmatisme au moment de parler de politique internationale, ce qui coïncide souvent avec la vision de la République islamique. Voilà ce que fait l'une des voix les plus autorisées en matière de politique internationale en Iran, où il est aussi chroniqueur habituel des principaux médias de tendance réformiste.

AFKAR/IDEES : *Quels changements peut-on constater en matière de politique étrangère avec l'arrivée du président Hassan Rohani ?*

DAVOUD HERMIDAS BAVAND : La politique étrangère dirigée par le président Ahmadinejad était offensive vis-à-vis de l'Occident, basée sur la résistance. Il s'agit de ce que l'on connaît en persan

comme *Tahdid Zodai*, qui signifie qu'une menace est compensée par une autre menace. Sous cette stratégie, au début de sa présidence, son but était de se tourner vers l'Est, en particulier vers la Russie, la Chine et l'Inde. Mais cela n'a pas donné pas les résultats espérés puisque des pays comme l'Inde ont répondu de façon différente à cette stratégie. Et finalement, les Iraniens nous avons payé les conséquences avec l'accroissement des sanctions économiques. Je pense même que les pays occidentaux ont été suffisamment intelligents pour transformer un problème en un instrument. La résistance du gouvernement iranien, en particulier à chaque obstacle posé aux négociations nucléaires dans le cadre du groupe 5+1, les a conduits à changer de tactique et à en tirer profit. Ils ont eu l'occasion d'accuser l'Iran de gagner du temps pour pouvoir élargir son programme nucléaire. Mais de leur côté, ils n'ont jamais déclaré, après chaque ronde de négociations, que les négociations avaient échoué. Avec cette excuse, ils argumentaient que les conversations n'arrivaient à aucune conclusion et c'est ainsi qu'ils ont trouvé une légitimité pour accroître les sanctions. Finalement, l'Iran a dû faire face à deux grands blocs de sanctions économiques. Celles qui proviennent du Conseil de sécurité des Nations unies, qui concernent la technologie impliquée dans le programme nucléaire et son programme de défense. Mais les plus importantes ont été les sanctions unilatérales imposées par les USA et l'UE, qui ont été les plus effectives. Et

La Russie, l'Inde et la Chine ont tiré profit des sanctions des USA et l'Europe contre l'Iran

ce, du fait qu'elles concernent, entre autres, les transactions financières et bancaires, la vente de pétrole et de gaz.

A/I : *Quel était l'avantage pour l'Iran de la stratégie de se tourner vers l'Est ?*

D.H.B. : Des pays comme la Russie et la Chine ont tiré profit du second bloc de sanctions, les unilatérales. Ils achètent à l'Iran mais ils ne payent pas en dollars et retiennent l'argent sous prétexte de problèmes pour effectuer des virements vers l'Iran. L'Inde, par exemple, paye le pétrole qu'elle achète en roupies. Résultat : l'Iran détient plus de huit billions en réserves qu'il ne peut pas toucher. Maintenant les Chinois font de même.

A/I : *Avec ces circonstances héritées du gouvernement précédent, quelle est la priorité en matière de politique étrangère du nouveau gouvernement ?*

D.H.B. : La question nucléaire est la plus importante. Si elle est résolue, les sanctions pourront commencer à être levées. Cependant, ce sera compliqué et cela peut prendre un certain temps. Tout devra se faire par étapes. Si l'on arrive à un accord préliminaire, la première chose à venir sera que l'Inde, la Chine, le Japon et la Corée du Sud puissent libérer l'argent de l'Iran. Ils pourront aussi permettre l'échange d'or et d'autres questions, comme l'accès à des pièces de rechange pour l'aviation militaire. Mais la levée des sanctions peut tarder 10 ans.

A/I : *En ce qui concerne la question nucléaire, l'on perçoit ces derniers mois que le ministère des Affaires*

étrangères a gagné une plus grande autonomie dans les négociations.

D.H.B. : Pour être honnête, dans l'histoire de la République islamique, ce ministère n'a pas eu un rôle particulier dans le cadre des relations internationales et ceci nous a conduits au point où nous en sommes. Ces questions, en particulier la question nucléaire, ont toujours été dépendantes du Conseil de sécurité national et du Leader suprême. Les ministres comme Manouchehr Mottaki étaient hors-jeu, surtout à l'époque d'Ahmadinejad. Mais maintenant, avec l'arrivée de Rohani, les choses sont en train de changer. Le président a réussi à transférer le processus de décision du Conseil de sécurité nationale vers le ministère pour essayer, dans la mesure du possible, de présenter une stratégie unifiée. Ceci évite que le bruit qui existait auparavant, où plusieurs organisations et individus intervenaient dans le processus, ne se produise.

A/I : *Qu'est-ce qui a changé pour que le président Rohani ait obtenu des concessions que d'autres n'avaient pas obtenues dans le passé ?*

D.H.B. : Le président Khatami était assez conservateur. Il s'agit d'un homme intelligent, un homme excellent, mais extrêmement conservateur. Il n'a jamais réussi à faire usage du soutien populaire qui lui permit de remporter les élections avec plus de 20 millions de voix. Et Ahmadinejad n'avait pas l'intelligence suffisante pour le faire. Pour être honnête, je me suis toujours demandé où ils ont trouvé ce monsieur si particulier. Mais en ce qui concerne le président Rohani, la situation est différente. Il est arrivé à un

moment décisif pour la société iranienne, qui est usée par les sanctions. Sa victoire est le résultat de l'échec de huit années de présidence d'Ahmadinejad qui avait l'appui du leader Khamenei. Dans ce contexte, les candidats aux élections présidentielles ont introduit la question de la politique étrangère dans leurs débats et ont tous été d'accord pour en faire un fer de lance de leur gouvernement. Ce discours a eu un impact sur les gens qui au début ne voulaient pas participer aux élections. Concrètement, Rohani a déclaré qu'il allait mettre sur pied un dialogue constructif et qu'il était prêt à parler à qui que ce soit, où que ce soit et à tout moment pour résoudre les problèmes. Ce à quoi se sont ajoutés les soutiens de Rafsanjani et Khatami. C'est ainsi que Rohani a été élu pour débloquer la grave situation où se trouve l'Iran, et finalement le Guide suprême Khamenei lui a octroyé l'autorité suffisante pour négocier avec le groupe 5+1.

A/I : *Mais en dernière instance, c'est le Guide suprême qui prend les décisions.*

D.H.B. : Je n'affirmerais pas que le Leader est impliqué dans toutes les décisions dans ce processus, d'une certaine manière, très technique et légal. Bien sûr, il y a certains sujets que l'équipe de Genève transmet au président Rohani à Téhéran car ils requièrent des permis. Toute nouvelle proposition est transmise au président pour qu'il donne son avis.

A/I : *Mais il est possible que si à un certain moment les négociations se compliquent, le Guide suprême ces-*

L'Arabie saoudite croit que l'ascendance chiite est une menace pour le monde arabe

se d'appuyer le processus. Peut-il céder face aux pressions des radicaux qui ne veulent pas que les négociations avec l'Occident se produisent ?

D.H.B. : Je ne crois pas. En ce moment, ils doivent agir suivant la logique car, financièrement, le gouvernement est en banqueroute. Même les militaires ont eu une attitude bourgeoise ces dernières années. Ils se sont impliqués dans l'économie du pays. Eux aussi sont lésés lorsque le gouvernement cesse de recevoir les bénéfices du pétrole.

A/1 : En Iran, il y a toujours eu un grand débat sur le pouvoir de la Garde révolutionnaire en ce qui concerne la politique étrangère, spécialement dans les pays voisins. En même temps, l'on parle aussi du grand pouvoir des forces Al Qods et du général Ghassem Soleimani. Quelles sont les conséquences pour la politique internationale de l'Iran ?

D.H.B. : Ce cas-là est différent. Ces scènes sont une conséquence des guerres d'Afghanistan, Irak et, d'une certaine manière, Iran. Et dans ce contexte, les relations ne se déroulent pas entre gouvernements. Ceci en raison du fait qu'il y a différents groupes impliqués dans ces confrontations : les chiïtes et les sunnites, soutenus par l'Arabie saoudite. En général, ces confrontations régionales ont lieu en dehors des cercles de pouvoir. Par exemple, certains pays voisins ravivent les flammes à l'intérieur de l'Irak en appuyant les groupes sunnites, et même certains groupes liés à Al Qaida. Les forces Al Qods et monsieur Soleimani sont une des factions qui doivent gérer ce genre de situations.

A/1 : Ces derniers jours, nous avons en-



Davoud Hermidas Bavand, ancien diplomate et expert en relations internationales. / KAVEH KAZEMI

tendu parler plus clairement des dangers d'une accentuation de la confrontation entre sunnites et chiïtes. L'on entend aussi des références à l'Arabie saoudite. Cette confrontation est-elle réellement aussi forte ?

D.H.B. : Il ne s'agit pas seulement des Saoudiens. Il s'agit aussi de la Turquie, de certains petits pays de la région et de l'Égypte, même si ce dernier est maintenant hors-jeu du fait de sa situation interne. Il existe sans doute une confrontation entre ces pays. Ils sont nombreux à financer militairement des groupes qui aident à aiguïser cette confrontation. C'est quelque chose de commun dans la région. Beaucoup de ces pays affirment que l'Iran en est responsable mais, à mon avis, ils poussent beaucoup plus que l'Iran à ce gen-

re de malentendus. Ils appuient ouvertement des groupes d'opposition en Syrie, et même en Iran, avec de l'argent et des armes. Le gouvernement chiite de l'Iran leur a toujours déplu, et il en est ainsi encore aujourd'hui.

A/1 : Peut-on affirmer que les Iraniens considèrent ce qui se passe dans la région comme une guerre masquée ?

D.H.B. : La situation n'est pas aussi grave qu'on ne le dit en Arabie saoudite. Quant à eux, ils montrent leur position sans aucune crainte. Ils assurent que l'ascendance chiite est une menace pour le monde arabe. Ils affirment que l'Iran est non seulement une menace pour le monde arabe, mais encore il tente de les utiliser comme un satelli-

La position américaine et européenne envers la région est plus alignée avec celle de l'Iran

te dans sa confrontation avec les USA. Ainsi, lorsqu'Israël attaque le Liban pour contrôler le Hezbollah, des pays comme l'Égypte ou l'Arabie saoudite l'appuient. La Syrie, de son côté, est une autre scène de confrontation régionale qui va au-delà des problèmes internes des Syriens. Il s'agit d'une confrontation qui s'étend à toute la région. Ces dernières semaines, l'on a pu voir aussi que l'appui des USA à une solution diplomatique en Syrie déplait aux Saoudiens, aux Israéliens ou aux Turcs. Ils perçoivent maintenant que la position américaine est plus proche de celle de la Russie et l'Iran.

A/I : *Croyez-vous que l'on peut percevoir une nouvelle scène pour le Moyen Orient si l'Iran arrive à un accord avec les USA et l'Europe au sujet de son programme nucléaire ?*

D.H.B. : Oui. Parce que ce que l'on a appelé les révolutions arabes se sont révélées être un fiasco. Des pays comme la Tunisie, la Libye et le Yémen se trouvent sous l'influence des extrémistes et parfois d'Al Qaeda. Chaque jour, ces groupes radicaux sont en train d'assumer de plus en plus de pouvoir et ils tentent d'influencer le développement des événements. Les espoirs de démocratisation de la population sont restés inachevés. Ce qui est arrivé dans la région a fait que, graduellement, les Américains et les Européens changent leur position vis-à-vis des faits. Et cette nouvelle position suit la ligne, d'une certaine manière, de l'Iran.

A/I : *Tout semble arriver en même temps. Les USA et l'Europe révisent leur position dans la région et l'Iran*

élit un président qui appuie le dialogue, tel Hassan Rohani. L'Iran peut-il utiliser cette coïncidence pour faire pencher la balance en sa faveur ?

D.H.B. : C'est ce qu'il essaye de faire. Les Saoudiens n'aiment pas ce qui est en train d'arriver en Iran et en Syrie et ils ont renoncé à leur poste au Conseil de sécurité. Ils ont suggéré aux USA d'adopter une position vis-à-vis de l'Iran beaucoup plus dure que celle qui actuellement appliquée. À ceci s'ajoute le fait que les Américains ont déclaré qu'ils ne cherchaient pas un changement de régime en Iran. Et si les négociations arrivent à bon port, la scène sera encore plus compliquée. Bien sûr, il reste encore beaucoup de choses à définir. Mais je crois que tout ira bien.

A/I : *En Iran, l'on dit que les événements au Moyen Orient ont été influencés par les premières politiques de la République islamique qui voulait exporter la révolution.*

D.H.B. : L'expansion des valeurs de la révolution islamique a considérablement marqué la région. Et ceci n'est pas spécifiquement lié à la volonté de l'Iran de vouloir étendre sa révolution. Maintenant, il est possible que le mouvement ne soit pas chiite mais salafiste, mais il s'inspire du succès de la révolution iranienne. Il est possible que nous ne soyons pas heureux de ce qui se passe ici en interne parce que nous devons gérer des questions mineures, mais il est indéniable que la révolution s'est propagée vers d'autres pays. Ils se sont inspirés de l'Iran et ont suivi leur propre révolution à leur manière. Et cela n'a rien à voir avec la volonté iranienne.

A/I : *L'Iran les a inspirés, mais maintenant ils s'affrontent pour défendre leur propre vision de l'islam dans des pays comme la Syrie ou l'Irak.*

D.H.B. : Peut-être se battent-ils entre eux, mais en réalité les valeurs de cette révolution se sont propagées dans la région. Tout dépend de la société où elle se déroule. Les salafistes sont réprimés du fait que les Saoudiens ont longtemps réussi à les contrôler grâce à l'argent du pétrole. Cependant, les salafistes présentent dans leur essence une finalité militaire et *jihadiste*. Mais lorsque les valeurs de la révolution iranienne se sont propagées vers d'autres sociétés islamiques, c'est comme si l'on avait laissé sortir le génie de la lampe. La véritable nature des salafistes peut s'exprimer. Ainsi, l'occupation d'Afghanistan représentait une bonne excuse pour leur *jihad*. Ensuite est venu l'Irak, et ainsi successivement. Le problème, c'est que le *jihad* qu'ils promeuvent est en train d'échapper à leur contrôle. Il s'agit d'un mouvement militaire qui se propage en tentant d'imposer son point de vue dans différentes sociétés. Je crois qu'à l'avenir personne ne pourra les contrôler, pas même les Saoudiens.

A/I : *Certains affirment que les Iraniens sont les véritables vainqueurs de ce qui s'est passé dans la région ces dernières années.*

D.H.B. : Les Iraniens sont pratiquement devenus les seuls vainqueurs de cette région. Ceci est arrivé en Afghanistan et en Irak grâce aux USA qui en finirent avec les Talibans et le parti Baas. Les pays arabes, après tout ce qui s'est passé après le 11-S, ont fini par adop-

Si nos problèmes avec les USA sont résolus, les pays arabes se rapprocheront de l'Iran, même les Saoudiens

ter une position défensive. Le seul à présenter une position victorieuse était l'Iran. Mais il était impossible de capitaliser ces effets à ce moment là puisque George W. Bush avait inclus l'Iran dans ce célèbre axe du mal, alors même que l'Iran appuyait les USA en Afghanistan. Ce fut là une grande surprise pour les Iraniens ; les USA leurs tournaient à nouveau le dos. Si ceci n'était pas arrivé, l'Iran aurait continué à soutenir les Américains.

A/I : *Cette victoire comprend la Syrie.*

D.H.B. : Je ne pense pas que l'Iran puisse se déclarer vainqueur en Syrie. Si le cadre du gouvernement actuel peut être maintenu, la victoire sera équilibrée. Aujourd'hui, la balance penche en faveur de la Russie et de l'Iran, mais il ne s'agit pas des grands vainqueurs. Al Assad peut encore quitter la scène. Mais si le gouvernement actuel se maintient et l'opposition accepte des élections libres sous supervision de la communauté internationale, la situation sera différente. Dans ce contexte, la stratégie de l'Arabie saoudite et de la Turquie n'aura pas vaincu. Je ne dirais pas qu'elle aura échoué, mais ils ne vaincront pas. Le déséquilibre entre pays rivaux ne sera pas disproportionné, bien que, sans doute, il faille reconnaître que dans ce scénario la balance pencherait vers la Russie et l'Iran.

A/I : *Vous parlez d'un possible départ d'Al Assad. Lorsque l'on lit la presse iranienne, on a l'impression que les Iraniens font peu de cas de la survie de Bachar sur la scène politique. Pour eux, l'important c'est que la structure du pays soit maintenue ainsi que leur influence dans le contexte syrien.*

D.H.B. : C'est ainsi. Personne ne se soucie de sa survie personnelle. Personne n'est amoureux de Bachar. La réalité est que la Syrie représente, en tant que partie de la stratégie régionale, une pièce de connexion fondamentale pour les Iraniens au Moyen Orient du fait de ses relations avec l'Irak et le Liban. Il s'agit aussi d'un élément clé du fait de sa relation avec le Hamas et le *Jihad* islamique. Pour toutes ces raisons, les Saoudiens ont tenté de couper l'influence de l'Iran dans la région à travers la Syrie. L'objectif final était de changer le gouvernement de l'Iran. Mais ils n'ont pas réussi.

A/I : *Peut-on attendre un virage dans la politique étrangère si Rohani atteint un accord avec l'Occident ?*

D.H.B. : Sans aucun doute. Un accord peut avoir un impact positif aussi bien au niveau externe qu'interne. D'un côté, les Américains et les Européens sont assez satisfaits d'atteindre un accord avec l'Iran sur toutes les questions. Ce qui inclut le domaine économique. En même temps, un accord aurait des effets sur les décisions arabes vis-à-vis de l'Iran. Il n'y a pas de doute que si l'on réussissait à résoudre nos problèmes avec les USA, les pays arabes tenteraient de se rapprocher de l'Iran. Même l'Arabie saoudite, cela s'est déjà vu dans le passé. Mais si les relations avec les USA ne sont pas bonnes, ils continueront à montrer une position contraire à l'Iran. Pour l'instant l'Arabie saoudite a adopté une attitude hostile vis-à-vis de l'Iran et elle ne se retient pas au moment d'exprimer cette inimitié.

A/I : *Et les effets au niveau interne ?*

D.H.B. : Un résultat positif dans les négociations représenterait un recul pour les radicaux internes.

A/I : *L'on dit que si l'Iran poursuit son programme nucléaire, cela pourrait provoquer que d'autres pays suivent son chemin. L'on a même fait mention de l'insistance de l'Arabie saoudite afin d'accéder à un armement nucléaire.*

D.H.B. : Les Européens ont parlé depuis le début de l'effet domino. Ils ont dit que si l'Iran accédait à l'énergie nucléaire, la Turquie, l'Égypte et l'Arabie saoudite feraient de même. Et maintenant il existe une rumeur selon laquelle celle-ci est étroitement liée au Pakistan et que ce pays pourrait être en train de les aider dans ce sens. Mais il ne faut pas oublier que le Pakistan se trouve dans une situation de débâcle et que les pouvoirs occidentaux peuvent tenter d'éradiquer la force nucléaire du Pakistan. Ils ont même une excuse pour le faire puisque les plus radicaux ont de plus en plus de pouvoir. Il faudrait se demander si l'armée pakistanaise a la capacité de protéger la sécurité du programme nucléaire. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire que la communauté internationale arrive à un accord permettant de contrôler les institutions responsables du programme nucléaire. Je pense que finalement ils ne permettront pas qu'un pays islamique accède à la force nucléaire. Je ne pense même pas que le Pakistan soit bête au point d'offrir la bombe nucléaire aux Saoudiens. Ils tentent de faire courir la rumeur. Ils veulent lancer un message selon lequel si l'on n'arrive pas bientôt à un compromis avec l'Iran, l'Arabie saoudite pourra démarrer son propre programme nucléaire. Voilà tout. ■